



Conseil commun de la Fonction publique consacré au bilan de la crise sanitaire : la fuite en avant du gouvernement

Ce 25 juin, pour la première fois depuis le déclenchement de la crise sanitaire, le Conseil commun de la Fonction publique s'est réuni. A la demande insistante des organisations syndicales, dont la CGT, cette séance avait pour ordre du jour le bilan de la crise sanitaire.

Une [déclaration](#) de l'intersyndicale majoritaire CGT FO FSU Solidaires FAFP a pointé en début de séance le fait que le gouvernement aurait dû faire de ce bilan un préalable à la reprise des travaux de l'agenda social. Cette déclaration a par ailleurs souligné le rôle majeur de la Fonction publique et la nécessité de ruptures profondes avec les orientations mises en œuvre par les gouvernements successifs concernant la Fonction publique en matière de salaires, d'emplois publics, de garanties statutaires, de financement des missions, etc...

La CGT a développé ces questions dans sa [déclaration](#) et formulé ses exigences revendicatives. Elle a souligné que cette séance du CCFP ne pouvait consister en une revue des modalités de gestion de la crise et devait permettre d'initier un débat au fond sur les enseignements structurels de cette période et les décisions à prendre pour conforter la Fonction publique. Alors qu'Anthony Smith, inspecteur du travail suspendu de ses fonctions pour avoir rempli ses missions, est convoqué dans un cadre disciplinaire le 21 juillet prochain, la CGT a exigé qu'il soit réintégré sans délai et sans aucune sanction.

Le secrétaire d'Etat à la Fonction publique s'est principalement contenté d'une énième présentation technique des dispositifs particuliers mis en place durant cette période. Il a par ailleurs cru bon, non seulement de se refuser à toute remise en cause des choix gouvernementaux, mais aussi d'affirmer qu'au sortir de la crise le gouvernement est en droit d'attendre que le point de vue de ses détracteurs puisse évoluer !

Par la voix d'O. Dussopt, le gouvernement confirme ainsi sa volonté obsessionnelle d'affaiblir la Fonction publique et sa franche hostilité à celles et ceux qui lui résistent, et singulièrement au syndicalisme de lutte indépendant du pouvoir politique.

Dans l'unité la plus large possible, la CGT est déterminée à poursuivre le combat pour défendre et faire grandir une Fonction publique républicaine, fondée sur la réponse aux besoins, la démocratie et l'idéal égalitaire. La journée d'action du 30 juin sera une étape supplémentaire dans cette bataille.

Montreuil, le 26 juin 2020.